



Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1998/152  
23 février 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATÉE DU 23 FÉVRIER 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU  
CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU KENYA  
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué du sixième Sommet régional sur le conflit burundais qui s'est tenu à Kampala le 21 février 1998.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de ce communiqué comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du  
Kenya auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

(Signé) Njuguna M. MAHUGU

ANNEXE

Communiqué de presse émanant du Sommet de Kampala sur  
le conflit burundais (Kampala, 21 février 1998)

1. À l'invitation de M. Yoweri Museveni, Président de la République d'Ouganda, le sixième Sommet sur le conflit burundais s'est tenu à Kampala le 21 février 1998. Au nombre des participants figuraient MM. Daniel arap Moi, Président de la République du Kenya; Frederick Chiluba, Président de la République de Zambie; Benjamin Mkapa, Président de la République-Unie de Tanzanie; Meles Zenawi, Premier Ministre de la République démocratique fédérale d'Éthiopie; Stanislaus I. G. Mudenge, Ministre des affaires étrangères du Zimbabwe, représentant M. Robert G. Mugabe, Président de la République du Zimbabwe et actuel Président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA); Anastase Gasana, Ministre des affaires étrangères du Rwanda, représentant M. Pasteur Bizimungu, Président de la République du Rwanda; et Bizima Karaha, Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo, représentant M. Laurent-Désiré Kabila, Président de la République démocratique du Congo.

2. Étaient également présents MM. Mwalimu Julius K. Nyerere, facilitateur du processus de paix au Burundi, et Salim Ahmed Salim, Secrétaire général de l'OUA.

3. À l'invitation des dirigeants régionaux, M. Pierre Buyoya a exposé aux participants la situation politique au Burundi et les différentes mesures qui avaient été prises depuis le Sommet de Dar es-Salaam (3-4 septembre 1997). Il a en particulier explicité les différentes mesures qui avaient été ou devaient être prises à la lumière des décisions issues dudit Sommet.

4. Le Sommet régional a été l'occasion de dresser un bilan de la situation au Burundi et les participants se sont dits inquiets de l'absence de progrès notables en dépit des efforts déployés pour parvenir à un règlement négocié du conflit burundais. Ils ont réaffirmé qu'une solution négociée était la seule issue possible à la crise et ont fait valoir que les négociations devraient aboutir à une nouvelle donne fondée sur les principes de la démocratie et de la sécurité pour tous.

5. Les participants ont souligné l'importance des négociations entre tous les partis organisées à Arusha pour faciliter le retour à la constitutionnalité, à la démocratie, à la paix et à la sécurité. À cet égard, ils ont appelé le Gouvernement et tous les partis burundais à donner pleinement suite au processus de paix d'Arusha.

6. En ce qui concerne les sanctions, les dirigeants ont convenu de les réexaminer aussitôt que les conditions fixées lors du Sommet de Dar es-Salaam seront remplies et que les négociations entre tous les partis devant se tenir sous les auspices de M. Mwalimu Julius K. Nyerere, facilitateur du processus de paix au Burundi, auront commencé.

7. Les dirigeants régionaux ont réaffirmé leur volonté de mettre en oeuvre toutes les décisions prises, en particulier celles qui concernent les sanctions, aux fins de parvenir à un règlement durable du conflit burundais.

8. Les dirigeants régionaux ont exprimé au Président Yoweri K. Museveni, ainsi qu'au Gouvernement et au peuple ougandais, leur gratitude et celle de leurs délégations pour l'hospitalité et le chaleureux accueil qui leur ont été accordés.

-----